

Délibération n° 2019-04-03/8

Objet : Provision pour risque : recours en responsabilité auprès du Tribunal Administratif  
Commune de Pérols / Centre Départemental de Gestion de l'Hérault

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SEANCE DU MERCREDI 3 AVRIL 2019**

L'an deux mille dix-neuf, le trois avril, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le jeudi 28 mars 2019, s'est réuni à 19 h au lieu ordinaire des séances, salle Gilbert Marchal, sous la présidence de Monsieur le Maire, Jean-Pierre RICO.

**Nombre de membres en exercice : 29**

**Secrétaire de séance : B. Conte Arranz**

**Présents : J.P Rico, Maire**

M. Marcou - B. Conte Arranz – F. Bertouy - X. Mirault - C. Pistre - J. Taverne - M. Pellet - J.M. Malek  
C. Moreteau - B. Rodriguez - S. Riscal - M. Litton - F. Boyer - J.M Leïendeckers - P. Nivesse - O. Boudet  
B. Deltour - R. Casas Mateu – G. Della Ragione - C. Germain - C. Prost - S. Waselynck – I. Gianiel

**Absents ayant voté par procuration : A. Conesa excusé pouvoir à F. Boyer ; A. Jamet excusé pouvoir à S. Waselynck.**

**Absents : G. Riguidel - A. Estève - B. Cosme**

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

---

***Monsieur Marc Pellet, adjoint délégué aux finances et à la commande publique rapporte :***

Conformément à l'application de l'article L.2321-2 du CGCT, la constitution d'une provision est l'une des applications comptables du principe de prudence : la prévision d'un risque qui, s'il se réalise, entraînera une charge, oblige à constituer sans délai une réserve financière, celle-ci sera ainsi supportée par le résultat de l'exercice comptable au cours duquel le risque est apparu.

La réserve sera reprise lors de la réalisation du risque pour y faire face. Si ce risque s'avère inexistant, la reprise générera un gain exceptionnel pour l'exercice au cours duquel le risque aura disparu. Le régime de droit commun est celui des provisions semi-budgétaires, qui n'impactent que la section de fonctionnement.

La Collectivité a versé au Centre Départemental de Gestion de l'Hérault (CDG 34) les salaires d'un ex-employé de la Commune, remis à disposition du CDG en 2010 (article 97 bis de la loi du 26 janvier 1984).

La prise en charge annuelle est de 42 000,00 € environ. La Commune de Pérols a demandé l'assistance de Maître Mathias GIMENEZ, avocat, cabinet SVA, sis 1 place Alexandre Laissac à Montpellier (34000), afin que soit stoppée la prise en charge par la Commune des salaires de M. X, pour lequel la Collectivité a rempli ses obligations en matière de proposition de poste,

Il est donc proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- ✦ Autoriser le Maire à constituer une provision pour risques et charges exceptionnelles, semi-budgétaire, de 42 000,00 € pour l'exercice 2019, pour le règlement de la prise en charge des salaires de M. X,
- ✦ Dire que ce montant pourrait être complété ultérieurement en fonction de l'évolution du dossier,
- ✦ Prévoir la dépense de cette provision au compte 6815 du budget de la Commune 2019

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité (26 voix pour).

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Fait à Pérols,  
pour extrait conforme le 3 avril 2019  
Le Maire  
Jean-Pierre RICO

